

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Accord-cadre de CT et SPS

Construction de bâtiments logistiques socle

Version 0 du 3 décembre 2024

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	3
1.2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
1.3 MISSIONS CONFIEES AU TITULAIRE.....	4
1.4 ORGANISATION ET REPRÉSENTATION DE LA MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	4
1.5 ORGANISATION DE L'ACCORD-CADRE	5
1.6 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION	5
2. MODALITES DE CONTRACTUALISATION DES BONS DE COMMANDE	5
2.1 EXCLUSIVITE DE L'ACCORD-CADRE.....	5
2.2 DUREE DES BONS DE COMMANDE	5
3. PIÉCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	5
4. CLAUSES D'EXECUTION DEVELOPPEMENT DURABLE	6
4.1 MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS POUR DES SERVICES PUBLICS ECORESponsables.....	6
4.2 RESPECT DES DROITS DE L'HOMME DANS LES CHAINES D'APPROVISIONNEMENT	6
5. PRIX	8
5.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX	8
5.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX	8
5.3 MODIFICATION DE LA REMUNERATION	8
6. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	8
6.1 AVANCE	8
6.2 ACOMPTES.....	9
6.3 SOLDE	10
6.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	11
7. DELAIS – PENALITES	12
7.1 DEBUT DU DELAI D'EXECUTION DU BON DE COMMANDE	12
7.2 DELAIS.....	12
7.3 DELAI D'ACCEPTATION	12
7.4 PENALITES - PRIMES.....	12
8. RESILIATION DU MARCHÉ.....	14
9. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES	14
10. CLAUSES DIVERSES	14
10.1 CLAUSE DE REEXAMEN.....	14
10.2 CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT	14
10.3 PRESTATIONS SIMILAIRES	14
10.4 ASSURANCES.....	14
10.5 REGLEMENT DES DIFFERENDS	14
10.6 REGLEMENT DES LITIGES	15
11. DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES.....	15

CHAPITRE 1

GENERALITES

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

Notifications

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de 48 heures à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Cet article déroge à l'article 3.1 du CCAG Prestations intellectuelles.

Transmission des marchés

La notification du marché comprend une copie dématérialisée, délivrée sans frais par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, de l'acte d'engagement et des éventuelles pièces du DCE modifiées en cours de consultation.

La re matérialisation éventuelle sera aux frais du titulaire.

Cet article déroge à l'article 4.2 du CCAG Prestations intellectuelles.

1.2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un **accord-cadre mono-attributaire de prestations intellectuelles relatif à la construction de bâtiments logistiques socle soutien habillement et soutien de l'homme, sur le territoire national**, alloti :

- Lot 1 : Contrôle technique
- Lot 2 : Coordination SPS

Conformément à l'acte d'engagement, le mandataire est solidaire du groupement conjoint.

L'accord-cadre fera l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins.

Allotissement

L'accord-cadre comporte deux lots séparés :

- Lot 1 : Contrôle technique
- Lot 2 : Coordination SPS

Durée de l'accord-cadre et reconduction

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 7 années à compter de sa notification au titulaire.

Cette durée s'entend comme la période durant laquelle le maître d'ouvrage peut notifier des bons de commande.

Type et forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre mono-attributaire à bons de commande est passé en application des articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-6 et R2126-13 et R2126-14 du Code de la Commande Publique.

Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne comporte pas de minimum.

L'accord-cadre comporte un maximum annuel fixé à :

- 360 000 € HT pour le lot 1 : Contrôle technique
- 250 000 € HT pour le lot 2 : Coordination SPS

Nombre d'attributaires de l'accord-cadre

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique = mono-attributaire.

1.3 MISSIONS CONFIEES AU TITULAIRE

Lot n°1 – Contrôle Technique (CT)

Les missions sont les suivantes :

- Mission L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- Mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- Mission Av relative à la stabilité des ouvrages avoisinants
- Mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Mission S portant sur la sécurité des personnes dans les constructions
- Mission PH relative à l'isolation acoustique
- Mission TH relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- Mission HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Missions ENV relatives à l'environnement

Missions connexes :

- Consuel
- VIE : Vérification initiale des installations électriques
- Attestation RT 2012 ou RE 2020

Lot n°2 – Coordination Sécurité protection de la santé (CSPS)

Mission de coordination SPS de niveau 2.

Les conditions d'intervention pour la réalisation des missions sont mentionnées au CCTP.

1.4 ORGANISATION ET REPRESENTATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Pour le présent accord-cadre

Le maître d'ouvrage est l'Etat – Ministère des Armées – Service d'Infrastructure de la Défense.

Le directeur adjoint opérations du service d'infrastructure de la Défense est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

L'entité achat en charge de l'exécution administrative de l'accord-cadre est le centre national de production d'infrastructure de la défense (CNPID).

Pour les bons de commande

Le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense (ESID) de chaque lieu concerné.

Maître d'ouvrage mandaté

Les acheteurs précités sont identifiés comme les « mandants » de l'opération.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le mandataire de l'opération complète est Crescendo conseil agissant au nom et pour le compte des RPA précités.

Dans la suite du présent document, le maître d'ouvrage mandaté est appelé maître d'ouvrage.

Le titulaire devra dans chacun de ses échanges avec le maître d'ouvrage mettre en copie Crescendo conseil.

Tous les avis du maître d'ouvrage mandaté transmis au maître d'œuvre sont réputés avoir fait l'objet d'un accord du maître d'ouvrage et doivent donc être pris en compte comme s'ils provenaient du maître d'ouvrage.

Cet article déroge à l'article 3.3 du CCAG Prestations intellectuelles.

1.5 ORGANISATION DE L'ACCORD-CADRE

La direction de projet pour la maîtrise d'ouvrage jusqu'à la validation de l'APS générique puis la supervision des projets spécifiques sera confiée à Crescendo conseil depuis son agence de Châteauroux.

La direction de projet pour la maîtrise d'ouvrage propre à chaque projet à partir de l'APD sera confiée aux agences locales de Crescendo conseil (partie Ouest de la France) et Ascoréal (partie Est de la France).

La maîtrise d'œuvre sera unique pour l'ensemble des projets : accord cadre avec marchés subséquents.

Les prestataires intellectuels seront spécifiques à chaque projet : géotechnicien géomètre ...

Les entreprises de travaux seront spécifiques à chaque projet : marchés en lots séparés.

1.6 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION

La maîtrise d'ouvrage a décidé de confier cette mission au maître d'œuvre.

Le nom et les coordonnées du maître d'œuvre qui assurera la mission d'ordonnement, pilotage et coordination seront communiqués au titulaire du marché dès l'attribution du marché correspondant.

L'OPC sera associé dès le début de la phase conception.

2. MODALITES DE CONTRACTUALISATION DES BONS DE COMMANDE

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les bons de commande sont notifiés au titulaire lors de la survenance du besoin.

2.1 EXCLUSIVITE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un système fermé pendant toute sa durée d'exécution. Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut y adhérer et seul le titulaire de l'accord-cadre peut se voir notifier des bons de commande.

Le principe de l'exclusivité est garanti au titulaire de l'accord-cadre.

Cependant, conformément au Code de la commande publique, le maître d'ouvrage est libre de recourir à d'autres opérateurs économiques que le titulaire de l'accord-cadre, pour les mêmes besoins, lorsqu'il se trouve dans les cas énumérés suivants :

- L'absence de remise d'une offre pour l'attribution d'un marché subséquent ;
- L'offre présentée ne remplit pas les conditions fixées dans la consultation du marché subséquent ;
- En cas de défaillance du titulaire de l'accord-cadre.

2.2 DUREE DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande ne peuvent être notifiés que durant la période de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution est précisée dans les bons de commande et peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme.

3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles par lot
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) Prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La norme NF P 03-100 relative aux critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicable aux marchés publics de contrôle technique
- Les articles R.4532-1 à R.4532-76 du code du travail

- Les actes spéciaux de sous-traitance

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG Prestations intellectuelles.

4. CLAUSES D'EXECUTION DEVELOPPEMENT DURABLE

4.1 MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS POUR DES SERVICES PUBLICS ÉCORESPONSABLES

Le maître d'œuvre devra se conformer dans ses missions aux engagements pris par l'État dans le cadre de la circulaire N°6145/SG du 25 février 2020 pour des services publics écoresponsables.

Les engagements concernés sont :

Mesure 7 : pour les déplacements du maître d'œuvre, la voie aérienne est autorisée lorsque le temps de trajet par la voie ferroviaire est supérieur à quatre heures. Dans les cas spécifiques où le trajet s'effectue dans une même journée, la voie aérienne est autorisée lorsque le temps total de trajet (aller-retour) par la voie ferroviaire est supérieure à six heures.

Mesure 9 : Aucun plastique à usage unique (bouteilles, gobelets...) ne devra être utilisé dans les événements qu'il organise (comités, réunions).

Mesure 10 : dans la mesure du possible, le maître d'œuvre intégrera dans ses marchés des dispositions sur la prise en compte du risque de déforestation. Pour faciliter cette transition et sécuriser ses procédures de passation, le maître d'œuvre pourra se référer aux clauses types proposées par l'État.

Mesure 11 : Conformément à l'article 3.6 du CCTP, sauf disposition contraire du bon de commande, aucun livrable ne pourra être fourni sous un format papier. Le cas échéant, le titulaire utilise du papier bureautique 100% recyclé dès lors qu'il est disponible. A défaut, il utilise du papier recyclé issu de forêt gérées durablement (de certification label FSC, PEFC, Ecolabel officiel européen, Ange bleu, Nordic Swan ou équivalent). La vérification s'effectue lors de la remise du livrable avec la présentation par le titulaire des justificatifs qui attestent de la nature (recyclage) et de la provenance du papier (forêts gérées durablement) utilisé. A défaut, il sera fait application de la pénalité prévue au CCAP.

4.2 RESPECT DES DROITS DE L'HOMME DANS LES CHAINES D'APPROVISIONNEMENT

La réalisation d'achats socialement responsables en matière de protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail constitue pour le ministère des Armées un enjeu de responsabilité et d'exemplarité. Il est donc nécessaire que les achats publics réalisés respectent les différentes lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail et valorisent a fortiori les engagements volontaristes et pratiques vertueuses des opérateurs économiques.

Ces différents textes sont notamment :

- les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) ;
- la loi française sur le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre du 27 mars 2017 (loi n°2017-339) ;
- Les principes directeurs des Nations Unies « Droit de l'Homme et entreprises » ;
- Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ;
- L'article L2112-3 du code de la commande publique ;
- L'article 6 du CCAG PI.

L'objectif est d'amener le titulaire à démontrer son niveau de maîtrise des risques en matière de respect des droits de l'Homme au travail tout particulièrement pour le suivi des chaînes d'approvisionnement mobilisés dans le cadre du marché.

Il s'agit d'une exigence de transparence et de sincérité demandée au titulaire. Les informations communiquées ne seront pas utilisées et n'influenceront pas l'acheteur dans le cadre de la passation et de l'attribution du marché.

Le maître d'œuvre fournit annuellement :

- Le plan de vigilance et le rapport de suivi et de mise en œuvre, s'il est soumis à la loi.
- Pour un titulaire non soumis à la loi française sur le devoir de vigilance, sa démarche en matière de prévention et de gestion des risques d'atteinte aux droits de l'Homme dans ses chaînes d'approvisionnement mobilisés dans le cadre du marché.
- Le cadre de réponse du mémoire social mis à jour.

Le titulaire fournit, dès lors qu'ils existent, les documents et moyens de preuve à l'appui des actions présentés au titre de leur démarche en matière de vigilance.

CHAPITRE 2

PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

5. PRIX

Les prix du présent marché sont établis hors TVA.

5.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande seront réglées par application des pourcentages de rémunération définis à l'acte d'engagement aux montants estimatifs des travaux définis à chaque bon de commande.

5.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les pourcentages de rémunération sont fermes, ils s'appliquent sur les montants estimés des travaux mis à jour à chaque bon de commande.

Cet article déroge à l'article 10.1 du CCAG Prestations intellectuelles.

5.3 MODIFICATION DE LA REMUNERATION

En cas d'évolution des hypothèses du bon de commande, une modification pourra être envisagée uniquement s'il existe des conséquences réelles et justifiées sur la mission du titulaire.

Si la modification porte sur le montant des travaux, la modification du bon de commande ne pourra être validée qu'à partir d'une évolution supérieure à 7% du montant des travaux.

Si la modification porte sur le délai des travaux, la modification du bon de commande ne pourra être validée qu'à partir d'une évolution supérieure à 15% du montant des travaux.

La proposition de modification sera à soumettre à la maîtrise d'ouvrage dès la survenance de la modification des hypothèses du bon de commande initial. La modification ne fera pas l'objet d'un bon de commande complémentaire mais d'un acte modificatif au bon de commande initial.

6. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

6.1 AVANCE

En application de l'article 11.1 du CCAG Prestations intellectuelles, c'est l'option A qui s'applique pour le présent marché.

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

Il est précisé que le versement de l'avance sera conditionné par la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire, qu'il devra transmettre au maître d'ouvrage. Les cautions personnelles et solidaires ne seront pas admises.

6.2 ACOMPTES

Echéancier de paiement des acomptes

Les prestations incluses dans les éléments de missions suivants seront réglées de la façon suivante :

Lot 1 : Contrôle technique

Mission Concours

- Lors de la remise du dossier : 5 %

Mission Mise à jour de l'ESQ

- Lors de la remise du dossier : 5 %

Mission APS

- Lors de la remise du dossier : 5 %

Mission APD

- Lors de la remise du dossier : 5 %

Mission PRO

- Lors de la remise du dossier : 10 %

Mission AMT

- Lors de la remise du dossier : 5 %

Mission Chantier

- Proportionnellement à la durée des travaux (en X mois/2 soit des factures tous les deux mois) : 60 %

Mission GPA

- Lors de la remise du dossier : 5 %

Lot 2 : SPS

Mission Concours

- Lors de la remise du dossier : 5 %

Mission Mise à jour de l'ESQ

- Lors de la remise du dossier : 5 %

Mission APS

- Lors de la remise du dossier : 5 %

Mission APD

- Lors de la remise du dossier : 10 %

Mission PRO

- Lors de la remise du dossier : 10 %

Mission AMT

- Lors de la remise du dossier : 5 %

Mission Chantier

- Proportionnellement à la durée des travaux (en X mois/2 soit des factures tous les deux mois) : 60 %

Modalités de règlement de l'acompte

ATTENTION

Le maître d'ouvrage a décidé d'utiliser une plateforme informatique partagée pour le traitement des factures de l'ensemble des prestataires du chantier. Le délai de paiement commence à compter de la date de dépôt sur la plateforme qui gèrera automatiquement la transmission sur Chorus.

Les acomptes seront réglés au titulaire selon les dispositions de l'article 11 du CCAG Prestations intellectuelles.

Le montant de chaque acompte relatif aux phases de la mission considérée sera déterminé selon les honoraires mentionnés au bordereau des prix unitaires. La facture sera transmise après achèvement de la phase.

Toutefois, la phase exécution des travaux sera répartie par factures trimestrielles correspondant chacune au 1/10^{ème} du montant des honoraires de cette phase.

Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée ci-dessus.

Le titulaire peut établir un état d'acompte pour tout le groupement d'entreprises en fournissant un pouvoir pour chaque co-traitant lui permettant d'établir, de liquider et d'arrêter en leur nom les notes d'honoraires.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement émanant du titulaire, accompagnée des pièces nécessaires à la justification du paiement et qui contient les mentions suivantes :

Contenu de la demande de paiement

La demande de paiement est datée. Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG Prestations intellectuelles, elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le nom du marché ;
- La référence du bon de commande ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révisions de prix.

Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage mandaté accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au titulaire.

Cet article déroge aux articles 11.2 et 11.3.2 du CCAG Prestations intellectuelles.

6.3 SOLDE

En application stricte de l'article 11.7 du CCAG Prestations intellectuelles, après constatation de l'achèvement de sa mission, le titulaire adresse au maître de l'ouvrage mandaté une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- Les quantités admises pour l'exécution des missions ;
- Les prix unitaires du bordereau des prix unitaires applicables ;
- Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées en application du présent accord-cadre.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

La maîtrise d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ci-dessus ;
- La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- L'incidence de la T.V.A. ;
- L'état du solde à verser au titulaire ;

- La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire.

En cas de cotraitance

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG Prestations intellectuelles.

En cas de sous-traitance

- Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage.
- En cas de désignation de sous-traitants en cours de marché, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage se feront dans les conditions décrites aux articles R.2193-3 à R.2193-4 du Code de la Commande Publique.

Cet article déroge à l'article 11 du CCAG Prestations intellectuelles.

6.4 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes par l'AMO sous réserves qu'aucune erreur n'ait été constatée. Dans le cas contraire et conformément à l'article R2192-17 du Code de la Commande Publique, ce délai court à compter de la date à laquelle la conformité de la situation est constatée.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

CHAPITRE 3

DELAIS - PENALITES POUR RETARD

7. DELAIS – PENALITES

7.1 DEBUT DU DELAI D'EXECUTION DU BON DE COMMANDE

En application de l'article 13.1.2 du CCAG Prestations intellectuelles, le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

7.2 DELAIS

Les délais d'exécution des documents d'étude et phases exprimés en nombre de semaines sont mentionnés dans le cahier des clauses techniques particulières.

7.3 DELAI D'ACCEPTATION

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG Prestations intellectuelles, la décision par le maître d'ouvrage d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pour chacun des éléments de mission doit intervenir avant l'expiration d'un délai de 3 semaines calendaires.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par la maîtrise d'ouvrage du document à réceptionner.

Si cette décision n'est pas validée au titulaire dans le double du délai ci-dessus et qu'aucune remarque n'a été formulée la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet, la maîtrise d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais.

En complément de l'article 29 du CCAG Prestations intellectuelles, les décisions d'ajournement, de réfaction et de rejet donneront lieu à des pénalités définies à l'article 6.5 du présent CCAP.

Cet article déroge aux articles 28.2 et 29 du CCAG Prestations intellectuelles.

7.4 PENALITES - PRIMES

Préambule

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro et ne peuvent excéder 15% du montant total hors taxes du bon de commande.

En cas de retard ou de non-respect des clauses contractuelles, il existe deux moyens coercitifs :

- La retenue (provisoire) : elle s'applique sur l'acompte mensuel, sur simple constatation, mentionnée par écrit (mail, courrier).
- La pénalité (définitive) : elle s'applique sur l'acompte mensuel,
 - Soit par transformation d'une retenue provisoire en pénalité dans le cas où la situation n'a pas été rétablie,
 - Soit sur simple constatation accompagnée d'une information par écrit (mail, courrier), restée sans réponse ou sans démonstration satisfaisante que la situation n'est pas imputable au titulaire, dans un délai de 7 jours.

Pénalités ou retenues pour problèmes dans l'exécution de la mission

Le titulaire subit sur ses créances, une pénalité ou une retenue :

- En cas de retard dans la présentation des documents mentionnés dans le présent CCAP et dans le CCTP : 100 € par jour calendaire de retard.
- En cas de non-respect des termes du CCAP ou du CCTP : 500 € par fait constaté reconductible chaque semaine tant que les termes du CCAP ou du CCTP ne sont pas respectés.
- En cas de défaut dans le pilotage des missions, notamment sur la gestion des multi-sites : 200 € par fait constaté reconductible chaque semaine tant que le dysfonctionnement n'est pas réglé.
- En cas de non-exécution d'une demande explicite faite par le maître d'ouvrage : 100 € par jour calendaire de retard.

Le retard est décompté à partir de la plus tardive de ces 2 dates :

- Celle fixée par le maître d'ouvrage dans sa demande
- 15 jours calendaires après la demande du maître d'ouvrage

Cet article déroge à l'article 14.1 du CCAG Prestations intellectuelles.

Primes

Aucune prime pour réalisation anticipée, soit de l'ensemble des prestations, soit de certaines parties des prestations ou d'ouvrages n'est prévue.

CHAPITRE 4

RESILIATION DU MARCHÉ - CLAUSES DIVERSES

8. RESILIATION DU MARCHÉ

Les articles 36 à 46 du CCAG Prestations intellectuelles sont entièrement applicables.

9. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES

L'article 27 du CCAG Prestations intellectuelles est entièrement applicable.

10. CLAUSES DIVERSES

10.1 CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la Commande Publique et à l'article 25 du CCAG Prestations intellectuelles, une clause de réexamen est intégrée à ce marché permettant de le modifier, quel que soit le montant, en cas de circonstance que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché : missions complémentaires, changement du périmètre technique du projet, augmentation du délai des travaux ...

Le processus de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution techniques ou financières du contrat est initié par le titulaire du contrat qui transmet un mémoire justifiant la demande de modification du contrat. Le déclenchement du processus ne pourra se faire que si le montant en pourcentage de l'évolution du contrat est susceptible de dépasser 10 %.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

10.2 CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire de l'accord-cadre, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG Prestations intellectuelles sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG Prestations intellectuelles, traitant de la résiliation pour faute du titulaire (article 39) et les autres cas de résiliation (articles 37 et 38) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

10.3 PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de réaliser des prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

10.4 ASSURANCES

L'article 9 du CCAG Prestations intellectuelles est entièrement applicable.

10.5 REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage doit faire l'objet de la part du titulaire d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Par application de l'article 43.2 du CCAG Prestations intellectuelles, ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

10.6 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges et d'impossibilités d'accord arrêté entre les deux parties, seul le tribunal administratif de Limoges est compétent en matière de recours :

- Adresse postale : 56 avenue de Saint Cloud, 78000 Versailles
- Tél : 01 39 20 54 00
- Web : <http://versailles.tribunal-administratif.fr>
- Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

11. DEROGATIONS AU CCAG PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Commenté [AP1]: A vérifier au dernier moment

Articles du CCAG prestations intellectuelles auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
Article 3.1	Article 1.1
Article 3.3	Article 1.4
Article 4.1	Article 3
Article 4.2	Article 1.1
Article 10.1	Article 4.3
Article 11.2	Article 5.2
Article 11.3.2	Article 5.2
Article 15.1	Article 6.1
Article 15.1	Article 6.2
Article 15.3.5	Article 6.5
Article 16.2	Article 6.6
Article 20	Article 6.4
Article 35.2	Article 26.4